

Les crédits

Est-ce qu'on comprend seulement sur quoi porte ce débat? Nous devons être en mesure de mettre en pratique à nouveau notre zèle pour le travail. Nous voulons être les premiers à pouvoir pêcher le poisson qui nous a amenés sur les côtes en question il y a cinq siècles. C'est ce que nous réclamons de ce pays auquel nous nous sommes joints de notre plein gré à la suite d'un référendum.

Nous sommes les seuls Canadiens à avoir adhéré à la Confédération à la suite d'un vote. Je ne suis pas né Canadien. Mes parents, mes frères et mes soeurs non plus. Nous avons voté pour nous joindre avec enthousiasme à une nation il y a une quarantaine d'années et nous voulons maintenant que cette nation fasse preuve d'un peu d'équité dans le cas présent, contrairement à ce qui se passe jusqu'à maintenant.

Nous sommes devenus des pions sur un grand échiquier et, pendant cinq années entières, de 1985 à 1990, les règles du jeu ont voulu qu'on se taise de façon honteuse sur cette question. Personne au niveau national n'a défendu les intérêts de nos pêcheurs. Pourquoi? Parce que durant cette période, les ressources halieutiques étaient considérées comme une monnaie d'échange commode pour obtenir de grandes choses de la Communauté européenne et un moyen facile de satisfaire l'orgueil de certains également.

Pendant, maintenant, cette attitude va se retourner contre nous. La catastrophe est à nos portes; non seulement elle menace, c'est l'affaire des gens qui ont du mal à gagner leur vie, dans les régions rurales de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse, mais également l'affaire du Parlement et du gouvernement.

Si nous n'agissons pas dans ce dossier-ci, nous ne valons pas grand-chose. Si nous permettons qu'une population soit anéantie, qu'une de nos grandes industries nationales, qui est aussi importante que notre grande industrie automobile, soit décimée, que notre souveraineté continue d'être bafouée et qu'une merveilleuse ressource marine soit pillée à jamais, à quoi servons-nous? La catastrophe est à notre porte, mais la solution, l'unique solution l'est également.

Je comprends que mon collègue, le ministre des Pêches et des Océans, a essayé d'autres options. Le connaissant et connaissant la vigueur avec laquelle il poursuit n'importe quelle tâche, je sais qu'il a poursuivi ces options avec beaucoup de vigueur, d'enthousiasme et de détermination. Je l'en ai souvent félicité, à la fois publiquement et en privé. Mais j'estime que, dans son for intérieur, comme il l'a indiqué dans certains de ses moments d'inattention, il sait qu'il n'y a qu'une solution, et elle est contenue dans cette motion.

Il sait, tout comme moi, que cette solution ne sera pas facile à mettre en oeuvre, mais je n'ai jamais vu le gouvernement reculer devant des choix difficiles.

Lorsque le gouvernement a poursuivi la question du libre-échange, et nous étions divisés là-dessus, mais je m'en sers uniquement comme exemple, il savait que la lutte n'était pas facile, mais il était déterminé et est allé jusqu'au bout.

Je n'étais pas de l'avis du gouvernement à propos de la TPS, mais c'est là un exemple d'une autre lutte qu'il a entreprise car, pour quelque raison que ce soit, il y croyait et est allé jusqu'au bout.

Alors, qu'il ne vienne pas me dire que nous ne pouvons pas agir parce que ce n'est pas très facile. Ce sera extrêmement difficile, mais il faut ce qu'il faut.

Vous me faites signe, monsieur le Président, que mon temps de parole est écoulé. En conclusion, comme le député de Broadview—Greenwood vient de le dire, cette question nous concerne tous.

Nous l'avons examinée dans tous les sens. Peu importe que la politique canadienne de préservation des stocks soit bonne, que le gouvernement régleme bien son secteur de la pêche, que le programme d'indemnisation des pêcheurs privés de revenus soit avantageux, et il faudra qu'il le soit, que la pêche côtière soit bien réglemée, que l'allocation des permis soit équitable, tout cela passera par-dessus bord si nous ne nous attaquons pas à ce problème crucial.

Sur ce, je dis au ministre et au premier ministre qu'ils ont l'appui de tous les députés de la Chambre et, à mon avis, de tous les Canadiens bien pensants. Je demande donc au ministre d'appuyer cette motion. Ensuite, qu'on entreprenne la tâche difficile, je l'admets, d'appliquer cette décision dans l'intérêt du Canada et notamment des pêcheurs, afin de sauver leur mode de vie.

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, il y a deux ans, le député de Burin—Saint-Georges nous a amenés, un sénateur et moi, visiter sa circonscription qui couvre la majeure partie de la côte sud de Terre-Neuve.

Nous nous sommes rendus dans la région de Codroy et de Stephenville, mais je garde pour toujours le souvenir de notre visite aux quatre endroits suivants, soit Ramea, Grey River, Gaultois et Baine Harbour. Il y a deux ans, les collectivités qui s'y trouvaient s'éteignaient. Les usines de transformation du poisson fonctionnaient au ralenti, quand elles n'étaient pas fermées.

Le député de Burin—Saint-Georges nous a fait rencontrer un grand nombre des habitants. Nous avons demandé s'il était possible de recycler ces gens. Très optimiste, je croyais que nous pouvions y arriver, mais j'ai renoncé à cette idée après avoir conversé avec les habitants d'un grand nombre de ces régions, qui avaient vécu